Le rêve américain qui n'est pas au rendez-vous

Omar Aktouf

Courriel : oaktouf@sympatico.ca

Professeur titulaire à l'École des HEC de Montréal, auteur de *La Stratégie de l'autruche* (Écosociété, 2002) et candidat de l'Union des forces

progressistes lors des élections partielles de décembre 2005 dans la circonscription d'Outremont

Texte reproduit dans [*Les Classiques des sciences sociales*](#) avec l'autorisation formelle de l'auteur accordée samedi, le 18 février 2006.

Quand, dans mon pays d'origine qui se proclamait «populaire et socialiste», s'est imposée la nécessité de l'exil,

j'avais le choix entre quatre destinations avec de bonnes offres d'emploi. J'ai, avec ma famille, choisi le Québec.

Nous y avons séjourné au milieu des années 70 et été séduits par le système de médecine pour tous, d'éducation pour tous, d'aide juridique pour tous, l'assurance chômage d'une rare générosité, l'insertion exemplaire des plus démunis... et aussi par le discours politique des ténors du Parti québécois d'alors, fortement teinté de social-démocratie, de volonté de justice sociale... Discours «de gauche», pour moi. Je disais à qui voulait m'entendre: «Le vrai socialisme, il est ici !»

C'était ce que nous voulions : vivre en un endroit où le discours «de gauche» ne soit pas que discours. Nous n'avons pas quitté notre pays pour la fortune et le «rêve américain» mais pour fuir gabegie politique et injustices.

L'Amérique du Nord et «la gauche»

Peu de Nord-Américains, d'après mes observations, savent que le jour de la «fête du Travail» est, partout dans le monde sauf sur leur continent, le 1er mai. Cette date commémore le jour où, en 1886 à Chicago, la police américaine a fait feu sur des travailleurs qui manifestaient pour la réduction de la journée de travail. Au XIXe siècle, les États-Unis regorgeaient de mouvements «de gauche» : communistes (Marx avait tribune dans un important magazine de New York), anarchistes, socialistes. Beaucoup d'espoirs étaient entretenus pour réaliser au «Nouveau Monde» ce qui peinait en Europe : une société plus juste, sans privilégiés à outrance, sans misère et sans souffrance des masses.

C'était compter sans la «nouvelle aristocratie d'argent» américaine et ses ambitions démesurées, ambitions évidemment contrariées par tout projet d'organisation, idéologiquement armé, de la classe ouvrière. Les tentatives de politiser les mouvements de travailleurs furent étouffées, même par les moyens les plus retors (affaire Sacco et Vanzetti). Divers États passèrent des lois dépolitisant les associations ouvrières ou interdisant la syndicalisation: les Free Work States. Ce «muselage politique» des organisations de travailleurs s'est achevé avec le maccarthysme au milieu du XXe siècle.

Il ne restait alors de voie pour ce qui pourrait être appelé «gauche» que...

«bourgeoise». Réformisme social coulé dans la logique capitaliste plutôt qu'idéologie l'interpellant. Tout comme les syndicats, des associations corporatistes s'accommodant de la logique capitaliste. La «lutte ouvrière» se résume à tirer le meilleur parti possible du système tel qu'il est. Que de fois ai-je eu des réactions hostiles lors de conférences en milieu syndical québécois parce que jugé «à gauche» !

Le terme «gauche», absent du vocabulaire politique spontané, renvoie vite à «extrême gauche», «soviets», «marxisme-léninisme»... Je l'ai encore constaté lors de mes récentes campagnes électorales, auprès de la population en général et... auprès de plusieurs journalistes.

Entre l'argent et... l'argent

Le paysage politique nord-américain type, comme les États-Unis, va schématiquement comme suit : républicains représentant l'argent du Sud et de l'Ouest, démocrates celui du Nord et de l'Est. Il n'y a ni articulation idéologique ni expression politique organisées et rattachées aux travailleurs en tant que classe.

Au Canada et au Québec, nous n'en sommes pas bien éloignés. Les partis qui se relaient sont peu ou prou liés aux milieux des affaires. L'appui déterminant des milieux d'affaires fait en sorte qu'aucun parti, en l'absence de pivots issus des couches populaires et de modes de scrutin plus «pluralistes», ne peut éviter de les courtiser s'il veut le pouvoir. Les médias, globalement privés et propriétés de membres de ces mêmes milieux d'affaires, ne sont

certainement pas le véhicule idéal pour les idées et les idéaux de gauche.

Comment peuvent donc naître et s'enraciner ici des idées de gauche ? Sans doute comme cela se passe en Amérique du Sud : résultat d'excès de néolibéralisme, devenu repoussoir. À défaut de conjonctures exceptionnelles comme les « Trente Glorieuses » et l'ère de la décolonisation, qui ont favorisé l'essor du PQ.

Le recul économique global depuis la mondialisation néolibérale, combiné à l'absence de mouvements travailleurs idéologisés, a contribué à pousser toujours plus vers les idées de droite. Mais il est un autre obstacle redoutable: l'American dream, avec son cortège d'individualisme et de pseudo-méritocratie, renforcé par les médias en général et ajouté à l'amalgame « chute des pays de l'Est / échec de la gauche / ennemie de la liberté d'entreprendre... ».

La gauche grâce à l'entêtement néolibéral ?

Beaucoup d'immigrants, comme moi, ont vécu l'hypocrisie et la malfaisance de régimes prétendument socialistes. Beaucoup nourrissent un rejet viscéralement irrationnel de toutes les idées qui iraient à l'encontre de l'American dream. La « gauche » serait l'interdiction de ce rêve.

Combien de personnes, pourtant en précarité, ai-je vu sursauter devant le mot « gauche » parce qu'elles refusent de faire renaître les monstres politiques qu'elles ont fuis ? Tout comme ces

immigrants pour qui les politiques néolibérales empêchent de fait toute vraie « intégration », les Québécois se rendent peu à peu compte que les promesses de la « mondialisation heureuse » et du « néolibéralisme bon pour tous » sont chaque jour plus loin d'être au rendez-vous. Licenciements, délocalisations, écarts de revenus abyssaux, hyper-concentration de la richesse, corruption, trafics et mensonges de la part des classes dirigeantes et affairistes... Voilà qui commence à agir comme « repoussoir » vers les idées de gauche, même si on ne les nomme pas ainsi.

Le 4 février dernier, lors d'un colloque à l'École des HEC à Montréal, plusieurs jeunes gens d'affaires du Québec m'ont confié leur sentiment d'être manipulés devant la surcharge de pensée unique qu'on leur fait entendre. Je suis convaincu que cette relève des entrepreneurs québécois sera bientôt proche d'idées social-démocrates (donc plus de gauche) car elle sent l'urgence de s'attaquer aux principes et aux fondements plutôt que de s'évertuer à tourner en rond autour de remèdes néolibéraux pour se guérir des maux du néolibéralisme.

Ils observent des « modèles autres » se confirmer contre vents et marées: Toyota qui ne recourt pas aux mises à pied massives pour engraisser ses hauts dirigeants et qui surclasse GM, Cascades qui partage ses profits, empêche ses actions de dépasser leur valeur réelle et prend grand soin de ses employés et de l'environnement tout en tenant la dragée haute aux papetières les plus énormes...

Entre cela et les mises à genoux de piliers du capitalisme à l'américaine comme GM, Ford, BCE, Hollinger, etc., qui jettent les gens à la rue par dizaines de milliers, même avec des profits s'élevant à des milliards de dollars, qui gavent scandaleusement leurs dirigeants et qui volent

actionnaires et employés, ils voient bien où se situent leurs intérêts bien pensés et de long terme, condamnés à converger avec ceux de l'emploi, de la société et de la nature, donc vers des idées de «projet de société» encadrant l'économique. Idées... de gauche!